

JOURNALISTE : Madame Heinonen, bonjour. Vous êtes première secrétaire à la Délégation permanente de Finlande auprès de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) à Paris. Alors, en quoi consiste votre travail ?

NORA HEINONEN : Bonjour. La Délégation permanente de Finlande est, en d'autres termes, la représentation de la Finlande auprès de l'OCDE. Je m'occupe plus particulièrement des questions d'environnement, de développement durable et de coopération au développement. Mon travail consiste à représenter la Finlande dans certains comités et groupes de travail de l'OCDE liés à ces thèmes et à servir de lien entre le gouvernement finlandais et le secrétariat de l'OCDE.

JOURNALISTE : Vous avez participé les 24 et 25 juin 2009 à la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE qui s'est déroulée au siège de l'OCDE, à Paris. Si mes informations sont correctes, la croissance verte était au centre de vos débats. Mais qu'est-ce c'est, au juste, la croissance verte ?

N. H. : En effet, vos informations sont exactes. L'OCDE étant une organisation avant tout économique, le sujet central de la réunion était évidemment la sortie de la présente crise économique et financière. Pourtant, dans le contexte actuel de changement climatique, il faut également tenir compte des aspects environnementaux de la croissance. Ainsi, la réunion était intitulée : « La crise et au-delà : bâtir une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste ».

Quand nous utilisons le terme de « croissance verte », nous parlons d'une part de promouvoir une croissance économique respectueuse de l'environnement et d'autre part, du fait d'encourager des mesures qui visent à lutter contre le réchauffement climatique pour renforcer cette crois-

sance. Il s'agit donc de comprendre que nous ne sommes pas devant un dilemme : ou sauver la planète, ou redresser l'économie. Au contraire, la croissance et l'environnement peuvent aller de pair si nous le voulons.

JOURNALISTE : Quels ont été les résultats de cette réunion ?

N. H. : Eh bien l'un des principaux résultats de la réunion a été une déclaration sur la croissance verte, signée par les 30 pays membres de l'OCDE, ainsi que par quatre pays candidats à l'adhésion : le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie. Dans cette déclaration, les pays en question s'engagent à mettre en œuvre des stratégies de croissance verte et à renforcer la coopération internationale en la matière.

Parmi les instruments et mesures mentionnés, nous pouvons citer, par exemple, le développement et la diffusion des technologies propres, l'investissement dans les énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la création d'emplois verts et la gestion durable des ressources naturelles. En même temps, il faudra successivement arriver à supprimer les politiques nuisibles pour l'environnement, notamment les subventions en faveur de la production ou de la consommation de combustibles fossiles, qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre. Enfin, les ministres ont chargé l'OCDE d'élaborer une stratégie pour la croissance verte qui conduit à une croissance économique sobre en carbone, écologiquement et socialement durable.

JOURNALISTE : Est-ce que cela signifie plus concrètement que les pays signataires ne devraient plus subventionner l'industrie automobile traditionnelle ?

N. H. : Quand on considère les mesures de relance économique, il est normal que l'on prenne en compte plusieurs aspects importants, notamment l'aspect social. Comme vous le savez certainement, le concept de développement durable se base sur trois piliers : écologique, économique et social. Dans plusieurs pays européens — comme la France — l'industrie automobile emploie un grand nombre de personnes. Les mesures liées à l'industrie automobile ont donc potentiellement un impact significatif sur l'emploi. Dans le contexte de la croissance verte, il est essentiel que ces mesures ne produisent pas d'effets négatifs pour l'environnement, mais sans pour autant négliger les aspects sociaux. Par exemple, en principe, il est raisonnable d'encourager le remplacement des vieilles voitures par des voitures neuves, car les nouveaux modèles utilisent des technologies moins polluantes. Ainsi, cela permet de réduire les émissions. Toutefois, si les mesures en question incitent les gens à acheter plus de voitures, à acheter une deuxième voiture par famille ou à utiliser plus leurs voitures, le résultat peut s'avérer négatif du point de vue de l'environnement.

JOURNALISTE : Justement, qu'en est-il de l'automobile électrique ?

N. H. : La voiture électrique présente des éléments intéressants, mais il faut de nouveau être prudent. Vu que la voiture électrique — comme son nom l'indique — roule avec de l'électricité, elle ne pollue pas l'atmosphère avec des particules et des gaz à effet de serre, ce qui est évidemment positif. Toutefois, il faut être attentif à la manière dont on produit l'électricité nécessaire pour recharger les batteries : avec des énergies renouvelables ou, au contraire, avec du charbon ou du pétrole.

La question de l'automobile démontre bien la complexité de ces enjeux. Il est important d'investir dans l'innovation technologique, mais nous devons également être prêts à remettre en question notre mode de consommation et notre mode de vie. Les transports en commun et, par exem-

ple, les systèmes de covoiturage devront faire l'objet d'une attention croissante dans l'avenir. Des secteurs industriels doivent préparer leur reconversion vers des domaines ou des technologies plus durables. Et nous devons tous mesurer l'impact qu'aura chacune de nos décisions.

JOURNALISTE : Et vous, personnellement, êtes-vous une vraie « écolo » ?

N. H. : Dans ma vie quotidienne, je respecte certains principes. Tout d'abord, j'utilise les transports en commun ou le vélo lors de mes déplacements. Je fais attention à ma consommation d'énergie et d'eau, par exemple en veillant à ne pas laisser la lumière allumée là où ce n'est pas nécessaire. Quand je fais mes courses, j'apporte un sac à dos pour transporter mes achats au lieu d'utiliser les sacs en plastique disponibles dans les magasins. Enfin, je trie mes déchets et je les recycle au maximum. En pensant à ces détails, qui sont à mon avis très simples, nous pouvons tous contribuer à améliorer l'état de notre planète.

JOURNALISTE : Madame Heinonen, nous vous remercions de nous avoir accordé cet entretien.

N. H. : Merci, c'était avec grand plaisir.